

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 18 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) **Chacun sa fortune...**
- 2) **Vivement la VI^{ème} République**
- 3) **La vie de château**
- 4) **Baisse des cotisations**
- 5) **Un résultat pour l'heure médiocre**
- 6) **Madame sans gêne...**
- 7) **Aujourd'hui au soleil !**
- 8) **Pour lui Macron peut...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Patrimoine : quelques ministres millionnaires au gouvernement



Le premier gouvernement formé par Edouard Philippe, photographié avec Emmanuel Macron à Paris le 22 juin 2017.
©THOMAS SAMSON, AFP

Les déclarations de patrimoine publiées vendredi par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique révèlent plusieurs ministres millionnaires au sein du gouvernement d'Edouard Philippe.

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui a publié vendredi 15 décembre les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement, a révélé que plusieurs ministres étaient millionnaires, parmi lesquels Muriel Pénicaud, Nicolas Hulot et Françoise Nyssen.

Selon les documents mis en ligne, la ministre du Travail, qui l'été dernier avait été critiquée pour une plus-value réalisée sur des actions Danone du temps où elle était DRH du groupe, a un patrimoine de plus de 7,5 millions d'euros, et le ministre de la Transition écologique de plus de 7,2 millions.

Muriel Pénicaud est notamment propriétaire d'une maison dans les Hauts-de-Seine d'une valeur estimée à 1,3 million d'euros, et d'une maison dans la Somme valant 340.000 euros. Le total de ses contrats d'assurance vie, instruments financiers, comptes courants et produits d'épargne atteint quelque 5,9 millions d'euros.

La HATVP avait déjà révélé en juillet que Muriel Pénicaud avait perçu au total 4,74 millions d'euros net de 2012 à 2014, alors qu'elle était directrice des ressources humaines chez Danone.

Nicolas Hulot a déclaré une maison de plus de 300 mètres carrés en Corse estimée à plus d'un million d'euros, ainsi que plusieurs autres biens immobiliers en Côte d'Armor et en Savoie dont il est co-propriétaire, d'une valeur totale de 1,9 million.

A cela s'ajoute sa société Eole, qui encaisse ses droits d'auteurs et les royalties des produits dérivés Ushuaïa et dont la valeur est estimée à 3,1 millions d'euros, tandis que le total de ses contrats d'assurance vie, instruments financiers, comptes courants et produits d'épargne atteint environ 1,17 million d'euros.

Un emprunt immobilier de 336.000 euros pour Edouard Philippe

Françoise Nyssen, ministre de la Culture et ancienne patronne des éditions Actes Sud, déclare pour plus de 600.000 euros de biens immobiliers, et 4 millions d'euros pour sa société arlésienne.

La plupart des autres ministres sont beaucoup moins prospères.

Le Premier ministre Edouard Philippe a déclaré un appartement parisien dont il est copropriétaire (à 50%) évalué à 1,25 million d'euros, et un appartement en Seine-Maritime dont il est également copropriétaire (à 20%) d'une valeur de 400.000 euros. Le total de ses contrats d'assurance vie, instruments financiers, comptes courants et comptes épargne atteint environ 56.000 euros. Il doit également rembourser un emprunt immobilier de quelque 336.000 euros.

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire

affiche pour sa part des parts d'une société civile évaluées à 1,5 million d'euros et quelque 168.000 euros de placements financiers.



II) Pour Mélenchon, l'anniversaire de Macron à Chambord est un nouvel exemple de la nécessité d'une 6e République



Jean-Luc Mélenchon © Capture d'écran CNews



Sylvain Chazot sylvain.chazot@europe1.fr

Ça aura été l'une des *grandes* polémiques du week-end : Emmanuel Macron qui fête son 40e anniversaire au château de Chambord, la famille logeant dans un gîte situé non loin du célèbre bâtiment. De nombreuse voix se sont élevées pour critiquer ce choix apparemment monarchique. "Quelle drôle d'idée", s'était lui-même étonné Jean-Luc Mélenchon, samedi 16 décembre. "Moi, je suis tellement républicain que tout ce qui touche au symbole royaliste m'exaspère. Je trouve ça ridicule. Mais il en faut pour tous les goûts", avait estimé le député LFI des Bouches-du-Rhône.

Ce dimanche, invité du Grand Rendez-vous Europe1 / Les Échos / CNews, Jean-Luc Mélenchon va plus loin. Cette fois, le leader de La France insoumise se dit "content" du choix présidentiel. Il lance :

Je lui souhaite bon anniversaire. Je suis content qu'il soit allé à Chambord parce que ça donne de lui une image monarchique qui semble correspondre à l'image qu'il se fait de lui-même.

Puis Jean-Luc Mélenchon poursuit sa critique :

La personne du président de la République, dans la monarchie présidentielle, tout est spectaculaire, le corps du Roi comme on dit est quasi-sacré. Donc non, il ne fait pas ce qu'il veut. Mais honnêtement, on ne va pas aller lui chercher pouilles. C'est la Constitution qu'il faut changer.

L'anniversaire d'Emmanuel Macron à Chambord est donc, pour le leader de La France insoumise, un nouvel exemple de la nécessité, selon lui, de mettre fin à la 5e République et de passer à la

6e. "Ça concerne le quotidien. Quand une personne se croit tellement importante et tellement sûre d'elle-même qu'elle peut décider ce qu'elle veut, eh bien nous sommes tous en danger, quelle que soit la qualité de la personne au départ", assène Jean-Luc Mélenchon, avant de poursuivre :

Le pouvoir absolu rend absolument fou.

Et, puisqu'il est question du célèbre château de la Loire, Jean-Luc Mélenchon, plutôt connaisseur dès qu'il s'agit d'histoire de France, donne un conseil au chef de l'État. "Vous savez à Chambord, il y a un endroit que je lui conseille d'aller voir et sur lequel il faut méditer : il y a un escalier à double-révolution. Donc ça pourrait l'inspirer pour le futur", dit-il avec un certain amusement. Un escalier à double-révolution qui, selon toute vraisemblance, a été inspiré par les travaux de Léonard de Vinci.

lelab.europe1.fr

III) Bébé panda et anniversaire royal pour Emmanuel Macron à Chambord

Par AFP ,



Emmanuel Macron s'est rendu samedi après-midi au zoo de Beauval (Loir-et-Cher) dans le cadre d'un week-end "privé" près du château de Chambord pour ses 40 ans, qui a suscité quelques critiques chez ses opposants safp.com/LUDOVIC_MAR_AFP/Archives

Emmanuel Macron s'est rendu samedi après-midi au zoo de Beauval (Loir-et-Cher) dans le cadre d'un week-end "privé" près du château de Chambord pour ses 40 ans, qui a suscité quelques critiques chez ses opposants.

Le président est arrivé peu avant 14H00 au zoo qui héberge le bébé panda dont son épouse est la marraine, a constaté un correspondant de l'AFP sur place.

Juste avant, il avait déjeuné non loin de là, avec Brigitte Macron et quelques proches, au restaurant Le Bacchus dans le bourg de Saint-Aignan-sur-Cher, selon la même source.

Au début du mois, Mme Macron avait déjà rendu visite au bébé panda, le premier né en France, baptisé Yuan Meng, à l'occasion d'une grande cérémonie de baptême en présence de dignitaires chinois. Conformément à la tradition, Mme

Macron est, avec l'épouse du président chinois, la marraine du petit ours herbivore.

M. Macron, qui aura 40 ans jeudi, fêtera son anniversaire samedi soir dans un salon du château de Chambord, un des joyaux architecturaux de la Loire, selon le quotidien local La Nouvelle République.

Le château de Chambord loue sa cour, ses terrasses ou certaines de ses salles, d'une capacité pouvant aller de 60 à 400 personnes assises.

Les services de la présidence française ont simplement confirmé que "le président et son épouse (Brigitte) passent le week-end à titre privé dans le Loir-et-Cher, à proximité du château" de Chambord, "sur les deniers personnels du président de la République".

Selon plusieurs médias, Emmanuel Macron réside à la Maison des réfractaires, ancienne maison forestière située "au cœur du domaine royal, à quelques mètres du château", selon son site internet.

Cette demeure abrite dorénavant plusieurs gîtes 4 étoiles que l'on peut louer au prix de 800 à 1.000 euros pour un week-end.

Vendredi soir, M. Macron, son épouse et une quinzaine de proches ont dîné à la crêperie du Cerf, à Chambord, selon le restaurateur. Samedi matin, le chef de l'État a fait un footing dans le domaine de Chambord, avant de se rendre à Saint-Aignan, à environ une heure de route de là.

La présence du président dans cet ancien domaine royal a provoqué quelques critiques dans la classe politique française.

"Pourquoi est-ce qu'il s'en va célébrer son anniversaire à Chambord? Quelle drôle d'idée! Je suis tellement républicain que tout ce qui touche aux symboles royalistes m'exaspère, je trouve ça ridicule" a ainsi commenté Jean-Luc Mélenchon, leader de la France Insoumise en marge d'un déplacement à Barcelone, selon Le Figaro.

"Pendant que les Français subissent impôts, insécurité, immigration, M. Macron fête ses 40 ans à . Les époques passent, l'oligarchie coupée du peuple reste", a critiqué sur Twitter Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France et député de l'Essonne.

"Les deux chiffres du jour. Les 40 ans qu' va fêter au château de . Et les malheureux 1,24% de revalorisation du au 1er janvier. Les deux infos tombent en même temps. On a connu communication mieux maîtrisée...", a relevé pour sa part la sénatrice EELV Esther Benbassa, toujours sur Twitter.

Le château de Chambord est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco et reçoit près d'un million de visiteurs par an. Il a été construit il y a près de cinq siècles sur un caprice du roi François Ier (1494-1547).

© 2017 AFP

LADEPECHE.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le Smic augmenté, mais sans coup de pouce, en 2018



Le ministère du Travail a annoncé ce vendredi que le Smic serait revalorisé en 2018, en deux temps, selon un calcul compliqué qui prend en compte l'évolution des prix et du pouvoir d'achat. Mais il n'accorde aucun coup de pouce au salaire minimum.

Les salariés rémunérés au Smic toucheront 20 euros de plus en janvier, puis 15 euros supplémentaires à partir d'octobre, grâce à la revalorisation mécanique du salaire minimum et à l'exonération, en deux étapes, des cotisations chômage et maladie.

Le Smic horaire passera au 1er janvier de 9,76 à 9,88 euros brut après la hausse de 1,24% annoncée vendredi par le ministère du Travail, la plus forte depuis 2012. Pour un temps plein, le salaire minimum atteindra 1.498,50 euros brut mensuels, soit 18 euros de plus par mois.

Mais en net, la hausse sera plus forte, grâce aux exonérations de cotisations chômage et maladie, votées dans le budget de la sécurité sociale. Dès le 1er janvier, les salariés du privé verront leurs cotisations baisser de 2,2 points, un gain rogné en partie par une hausse de 1,7 point de la CSG. Deuxième étape: au 1er octobre, les charges baisseront de nouveau, de 0,95 point.

Baisse des cotisations plutôt que coup de pouce

Résultat: le ministère parle d'une augmentation nette de "20 euros par mois de janvier à septembre, puis de 35 euros à partir du 1er octobre" et calcule "au total" une hausse sur l'année de 285 euros. Le Smic horaire net s'établira ainsi à 7,83 euros à partir d'octobre, soit 1.188 euros mensuels, a-t-il indiqué.

Si le gouvernement a choisi le levier des baisses de cotisations pour amplifier la hausse du Smic, il n'a, en revanche, pas consenti de "coup de pouce" au salaire minimum. Il suit ainsi l'avis du groupe d'experts sur le Smic, une instance consultative composée d'économistes qui, cette année encore, a recommandé de "s'abstenir de tout coup de pouce", afin de ne pas "fragiliser les améliorations en cours".

L'"embellie" de l'économie française est "d'une ampleur moindre que celle observée dans l'environnement économique immédiat de la France", a plaidé le groupe d'experts, citant notamment une croissance "nettement inférieure à celle de la zone euro" et une baisse du chômage "plus faible en France".

L'État n'a plus accordé de coup de pouce au Smic

François Hollande.



V) Edouard Philippe: "La recomposition politique n'est pas achevée"



Le Premier ministre Edouard Philippe s'exprime lors du congrès du MoDem, le 16 décembre 2017 à Paris © Philippe LOPEZ / AFP

La recomposition (politique) n'est pas achevée, tout le monde n'est pas à destination, beaucoup ne se sentent pas à leur place", a estimé samedi le Premier ministre Édouard Philippe, en précisant que "ça (n'était) pas son cas", lors d'une intervention au congrès du MoDem.

"Je vois la gauche et la droite nous regarder comme la poule regarde le couteau (...) la gauche comme la droite se regardent le nombril en se demandant ce qui s'est passé", a considéré le chef de la majorité, selon qui "la gauche se gauchise, la droite se droitise, et pendant ce temps-là, nous avançons".

"La gauche nous trouve très à droite, la droite nous trouve très à gauche. Ces reproches s'annulent et, c'est pour nous, le plus beau des compliments", a-t-il poursuivi, en jugeant préférable "d'être une force d'attraction plutôt qu'une force de répulsion".

"La gauche pense que les Français veulent plus de gauche, la droite pense qu'ils veulent plus de droite, laissons-les se poser la question longtemps, très longtemps", a-t-il encore ironisé.

Très largement applaudi par les quelque cinq cents congressistes, le Premier ministre a été présenté par François Bayrou comme "quelqu'un à la hauteur de la situation".

Proche d'Alain Juppé et directeur général de l'UMP (devenue LR) à sa création en 2002, Édouard Philippe, qui succédait à cinq membres de son gouvernement à la tribune du congrès du MoDem, a reconnu au président du MoDem qu'"il avait vu avant d'autres que le vrai clivage était ailleurs" que dans la binarité gauche-droite.

"Gauche et droite disent que c'est bien dangereux une force centrale comme la nôtre qui s'élargirait car l'alternative serait aux extrêmes. Ils montrent leur impuissance à incarner eux-mêmes une alternative", a attaqué le Premier ministre, en estimant que "le vrai clivage, c'est entre l'élévation des consciences et la flatterie des bas instincts, ce réflexe populiste qui nous menace tous et que nous devons toujours écarter".

Auteur : Par AFP- francesoir.fr

VI) Rachida Dati se paie une nouvelle fois Brice Hortefeux

Par Auteur valeursactuelles.com



Rachida Dati. Photo © Lewis JOLY/SIPA

Rachida Dati continue de se moquer de Brice Hortefeux et profite de son soutien à Laurent Wauquiez pour l'appeler "First Lady".

L'animosité entre eux est légendaire. Nicolas Sarkozy, lui-même, avait eu du mal à gérer leur relation lorsqu'ils étaient au gouvernement Fillon, sous sa présidence. Près de dix ans plus tard, la haine est toujours tenace. Rachida Dati a cette fois-ci brocardé l'attitude de Brice Hortefeux vis-à-vis de Laurent Wauquiez, fraîchement élu à la tête des Républicains. "Avec tout ce que tu as fait pour Wauquiez, et comme vous êtes un peu inséparables tous les deux, tu es un peu sa First Lady", lui aurait-elle glissé au téléphone d'après Le Parisien. Selon le quotidien, l'ancien ministre de l'Intérieur, ardent soutien de Laurent Wauquiez, serait "resté de marbre ».

Menaces et violences physiques

Les rapports compliqués entre ces deux Sarkozystes historiques sont bien connus. Cet été, dans un portrait que lui consacrait Le Monde, l'ex Garde des Sceaux racontait : "Pendant la dernière campagne présidentielle, parce qu'il fallait se réconcilier, je montais dans l'avion avec lui, mais je le saluais en disant: 'Bonjour, le guignol', puis je disais: 'Vous ne trouvez pas que ça sent le nazi ici ?' Le grand facho, il se cachait derrière son journal, les hôtes étaient mortes de rire!", décrivait-elle.

Pis, ils en seraient même venus aux mains. "Un jour, devant un ascenseur, je lui dis: "Alors le facho, ça va?" Il me répond: "Ça va, intrigante." Là, je me retourne et je lui mets un coup de poing dans la gueule, et il se mange le miroir!, explique-t-elle. En 2013, le ton monte encore d'un cran. Dans un texto révélé par Médiapart, Rachida Dati menaçait de "dénoncer l'argent liquide que perçu [par Hortefeux] pour organiser des rendez-vous auprès de Sarko (sic) lorsqu'il était président". "Je ne te lâcherai pas espèce de voyou !", lui avait-elle lancé.

VALEURS

VII) Energies renouvelables : EDF veut se faire une place au soleil



Centrale solaire EDF de Crucey près de Chartres (Eure et Loire), en 2012. Photo Alain Jocard. AFP

L'électricien annonce un «plan solaire» très ambitieux. Une réponse à la demande de Nicolas Hulot qui exigeait un «rééquilibrage» en faveur des renouvelables.

Energies renouvelables : EDF veut se faire une place au soleil

Sous le soleil exactement: trop monphasée sur le nucléaire et pas assez présente dans les énergies renouvelables, au goût du ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot, la maison EDF se branche à fond sur le photovoltaïque. Souvent critiqué pour son peu d'enthousiasme à verdifier son «mix» énergétique, le PDG du groupe, Jean-Bernard Lévy, a dévoilé ce lundi 11 décembre un grand «Plan solaire» qui doit faire d'EDF le leader du secteur en France et en Europe, au terme «d'un effort industriel et financier» et d'une «accélération sans précédent».

«J'annonce aujourd'hui qu'EDF compte installer 30 GW de capacité photovoltaïque dans l'Hexagone entre 2020 et 2035», a lancé Lévy, à l'occasion d'une conférence de presse au siège du groupe à Paris, alors que le parc actuel de panneaux solaires de l'électricien plafonne à 1,8 GW. Pour avoir une idée de l'ampleur du projet, 30 GW représentent l'équivalent de la moitié de la capacité nucléaire actuelle d'EDF (61,3 GW) et de toute sa capacité dans les ENR (30 GW, dont les deux tiers proviennent des barrages hydrauliques). Mais comme le fait remarquer un cadre d'EDF encore très atomique, «ce sera 30 GW de solaire intermittent quand le nucléaire est permanent». Pour atteindre cet objectif très ambitieux, le groupe parle de 25 milliards d'euros d'investissement en quinze ans, «avec des partenaires et le soutien des banques» pour couvrir «25 000 à 30 000 hectares» de panneaux photovoltaïques et créer «10 000 emplois directs et induits». «C'est simple, pour faire 1 MW de solaire, il faut 1 hectare de foncier et 1 million d'euros», résume le boss d'EDF.

Plus facile que l'éolien

Le choix du solaire ne doit rien au hasard au moment où les grands projets éoliens sont encore bloqués par de nombreux recours en France: «avec le photovoltaïque, on s'expose moins au syndrome Nimby (ndlr: Not in my backyard, pas dans mon jardin) qu'avec l'éolien terrestre, et c'est plus facile à déployer, moins lourd industriellement que l'éolien en mer», explique une voix off chez l'électricien. Les coûts de l'électricité solaire sont aussi en passe de devenir

viables économiquement: de récents appels d'offres dans des zones très ensoleillées comme le Golfe persique ou le Mexique ont été remportés à des tarifs de rachat de l'électricité compris entre 18 et 20 euros le MWh. Et en France, le tarif est en train de tomber sous la barre des 50 euros alors qu'il était encore de 70 euros le MWh il y a peu.

A la veille de la tenue du sommet climat à Paris, cette annonce d'EDF n'est pas une coïncidence non plus. Cette fois, on ne pourra pas reprocher au «nucléocrate» Jean-Bernard Lévy de traîner la jambe pour participer à la transition énergétique... Car le patron d'EDF a en fait été sommé par Nicolas Hulot de présenter un «plan stratégique» pour développer le groupe dans les énergies renouvelables à l'issue du conseil des ministres du 7 novembre. «Demain, la norme ne doit plus être l'énergie nucléaire, mais les énergies renouvelables», avait lancé le ministre à l'adresse de Lévy dans une interview au Financial Times. L'annonce d'EDF «est une réponse à la nouvelle politique énergétique annoncée par le gouvernement», a reconnu le PDG du groupe, détenu à 83% par l'Etat. «Cinq semaines après le conseil des ministres, notre plan est sur la table et il est des plus ambitieux. C'est un changement d'échelle majeur dans le solaire qui correspond aux objectifs de rééquilibrage du gouvernement en faveur des énergies renouvelables», a-t-il ajouté.

Le PDG d'EDF est d'autant plus volontaire pour cet effort dans le solaire qu'il a obtenu ce qu'il voulait du gouvernement: le 7 novembre dernier, Nicolas Hulot a aussi annoncé que la France serait incapable d'atteindre son objectif de réduction de la part du nucléaire dans sa production électrique à 50% d'ici 2025, contre 75% aujourd'hui. Cet objectif de transition énergétique au profit des ENR a été repoussé au mieux à 2030, plus probablement à 2035... Ce qui laisse largement le temps à EDF de se retourner pour fermer les réacteurs qu'il faudra, à commencer par ceux de la centrale de Fessenheim. Et pas question pour Lévy d'abandonner l'atome, en grande partie grâce à qui «97 % de notre électricité est déjà produite sans émission de CO2»: «Nous sommes Et dans le nucléaire Et dans les renouvelables», a-t-il martelé.

Il va falloir du terrain

En attendant, la part du solaire photovoltaïque dans la production électrique d'EDF doit passer en quinze ans «de 1,6 % à plus de 6 %», prévoit Antoine Cahuzac, le PDG d'EDF Energies Nouvelles. La France rattrapera ainsi son retard européen, puisque avec un ensoleillement bien supérieur, elle est paradoxalement loin derrière l'Allemagne (4% d'électricité solaire) ou le Royaume-Uni (2,5%). Mais pour y arriver, «il faudra trouver du foncier, beaucoup de foncier». EDF est ainsi prêt à mobiliser ses terrains, ses friches industrielles et même ses centrales nucléaires pour poser des milliers de mètres carrés de panneau solaire. Le groupe a par exemple déjà installé des panneaux solaires couvrant 2000 places de stationnement sur le parking de la centrale du Blayais, en Gironde. Mais «cela ne suffira pas, il faudra que l'Etat et les collectivités libèrent du terrain», prévient Antoine Cahuzac.

Car pour atteindre plus vite ses objectifs de capacité et de rentabilité, EDF aimerait construire de grosses unités de 100 MW et plus, à l'image de sa plus grosse centrale solaire, celle de Toul-Rosières, en Meurthe-et-Moselle, installée sur une ancienne base aérienne 135. Et surtout de la centrale de Cestas, opérée par son concurrent Neoen en Gironde qui, avec 300 MW, est

aujourd'hui l'une des plus grandes installations solaires d'Europe. Pour ce faire, il faudra bien sûr que le gouvernement lance rapidement de nouveaux appels d'offres bien au-delà des 3 GW initialement prévus sur les trois prochaines années. Ce sera le cas: Nicolas Hulot a également choisi ce lundi 11 décembre pour annoncer que «le volume de ces appels d'offres va passer de 1 GW à 2,5 GW par an». Ce qui permettrait d'atteindre largement les 30 GW prévus par EDF en 2035. Mais Total, Engie ou Neoen, qui ont également de grandes ambitions dans l'énergie photovoltaïque, voudront sans doute aussi leur place au soleil.

Jean-Christophe Féraud



VIII) Pour François Ruffin, Emmanuel Macron peut être un "partenaire"

<https://dai.ly/x6bk2h8>

C'est accodé à la table de sa cuisine, chez lui, à Amiens, que le député insoumis de la Somme revient sur les premiers mois de sa nouvelle vie : la politique. Journaliste critique sur sa profession, fondateur de la revue « Fakir » puis réalisateur du documentaire césarisé « Merci Patron » dans lequel il alerte sur les effets tragiques de la désindustrialisation, c'est désormais sur les bancs de l'Assemblée Nationale qu'il interpelle les politiques.

Par Marie Lebon et Caroline Lebrun

Coups de gueule et coups de com'

Après une chemise s'évadant d'un pantalon, c'est un maillot de foot fièrement arboré à la tribune de l'Assemblée qui suscite réactions et critiques, allant même jusqu'au rappel à l'ordre et à une amende.

François Ruffin, co-signataire d'une proposition de loi visant à taxer les gros transferts pour financer le sport amateur, ne regrette pas son geste, « le coup du maillot dans l'hémicycle ça a marché, même si ça heurte sans doute François de Rugy et l'institution [...] ça ne heurte pas les gens, regardez la Une du Courrier Picard ».

Interpeller l'opinion publique grâce à une

communication originale dont il connaît les rouages, voici donc l'une des clés de l'action politique pour l'élu de la Somme d'autant que pour lui : « Le parlement est vidé de sa fonction législative, aujourd'hui c'est l'exécutif qui balance des textes », la seule fonction qui reste est « la fonction tribunitienne ».



François Ruffin, le 11 octobre 2017 à l'Assemblée nationale
AFP

Exprimer ses doutes comme étendard de sa bonne foi

Autre méthode pour celui qui se proclame « député-reporter », casser les codes de la politique en exprimant tout haut « ses doutes et son fort intérieur » quitte à bousculer son camp.

Il y a quelques semaines, François Ruffin annonce ainsi sur sa chaîne YouTube : « La France Insoumise peut être reconnue comme la première force d'opposition et en même temps, je ne suis pas sûr que les gens nous donnent les clés du pays pour gouverner [...] moi-même j'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir ».

Ainsi, François Ruffin préfère « avancer à voix haute en mettant ses doutes sur la table ». Il ajoute : « si on veut pouvoir avec les gens franchir les obstacles qui se trouvent sur notre chemin, il faut les connaître, les nommer ».

Une méthode qui diverge de celle de ses camarades insoumis comme Jean-Luc Mélenchon ou Alexis Corbière. Lors de son élection au Palais Bourbon, il affirmait déjà garder son indépendance face au groupe, « voter en son âme et conscience » les projets de lois.

Un électeur libre qui juge le leader de la France Insoumise « sympa » de lui laisser cette liberté de parole et d'action. Pour François Ruffin, il n'y a donc pas de rivalité avec Jean-Luc Mélenchon.

Interpeller pour faire « gagner les gens »

En octobre dernier, lors de la visite d'Emmanuel Macron à Amiens, François Ruffin n'hésite pas à interpeller le président devant les caméras et le questionne sur le sort réservé aux 250 travailleurs intérimaires de l'usine Whirlpool dans le projet de reprise du site.

Utile ou contre productive, cette méthode de faire face à un président lui aussi habitué à aller au contact ?

« Ce n'est pas moi qui cherche à gagner contre Emmanuel Macron, moi je cherche à faire gagner quelque chose aux gens à l'occasion du passage du président sur Amiens, voilà ».

LAPRESSEENREVUE.EU

Une recherche de résultats concrets qui mérite bien de concessions... « Si jamais dans ce cadre-là, Emmanuel Macron doit être un partenaire pour ça, il est un partenaire ».



Le président Emmanuel Macron parle avec le député LFI François Ruffin pendant une visite de l'usine Whirlpool à Amiens, le 3 octobre 2017 POOL/AFP



**A Suivre...
La Presse en Revue**

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU